

François ESCOFFIER

22 février 2019

PROPOSITIONS SUR LES MIGRATIONS

(qu'en pensez-vous ?)

A la fin de l'article six commentaires demandés par les deux signataires avant sa mise en ligne

Toute question touchant les migrants est à prendre avec précaution. Deux camps se font face aux points de vue diamétralement opposés. On pourrait sommairement caractériser les extrêmes en disant : ceux qui sont pour refuser toute arrivée de migrants et ceux qui voudraient ouvrir les portes sans limitation.

Les pays "accueillants ?"

A sein de l'UE, nous le constatons, il semble qu'on ait abandonné l'envie d'un objectif commun : c'est chacun pour soi. On distingue :

- Des pays aux portes cadenassées : les Hongrois, les Polonais etc... Nous constatons que la question des migrants provoque : soit de plus en plus l'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite, soit la montée des partis d'extrême droite voulant préserver le statu quo démographique identitaire actuel, soit aussi l'attirance pour des hommes politiques censés être plus protecteurs de l'identité réelle ou symbolique de la population originaire installée depuis plus longtemps dans le pays.
- Les pays aux portes ouvertes involontairement : la Grèce et l'Italie, ils doivent faire face seuls aux afflux des migrants, si ce n'est l'aide de Frontex (cette aide est-elle suffisante ?), mais, pour l'accueil, les deux sont bien seuls.
- les autres, les pays aux portes entre ouvertes : la France entre autres, qui refoule tous les immigrés venant d'Italie. En fait, nous laissons les italiens se débrouiller tout seul. Et pour ce qui nous concerne nous recevons mal ceux qui sont déjà sur notre territoire, ce qui n'est pas acceptable.
- Les pays ouverts et qui se referment : l'Allemagne A. Merkel a perdu sa majorité sous les attaques de l'extrême droite. Malgré le nombre, tous ces réfugiés sont bien accueillis, les problèmes soulevés semblent bien moins fréquents qu'en France.

La situation en Afrique

Et si l'on en croit les chiffres donnés par Serge Michaïlof (1) la situation deviendrait très difficile à gérer. S. Michaïlof est l'ancien directeur des opérations à l'AFD (Agence Française de Développement). Il a été aussi un des directeurs de la Banque Mondiale.

Prenons l'exemple du Niger, pays sahélien par excellence: à son indépendance, le pays comptait environ 3 millions d'habitants. Dans les années 80, la population atteignait 7 à 8 millions. En 2016, elle atteint 19 millions.

Quel que soit l'évolution du taux de fécondité, la population sera supérieure à 40 millions en 2035. Entre 2035 et 2050, la population peut varier de 89 millions si la fécondité est identique à celle d'aujourd'hui (7,6 enfants par femme en âge de procréer) à 63 millions pour un taux de fécondité considéré comme minimum par rapport à la situation actuelle. On peut espérer comme le pensent certains organismes internationaux, que l'élévation du niveau

d'éducation des femmes et du niveau de vie global, contribuent à diminuer cet impact démographique.

Le Niger n'est pas la République Démocratique du Congo, il a un problème majeur comme la plupart des autres pays du Sahel : la pluviométrie. Pour l'agriculture, 400 mm d'eau par an au minimum sont nécessaires. Au Niger, seul 8% du territoire reçoit cette pluviométrie. Vous imaginez la situation. En France, la pluviométrie de 81 à 2010 a été en moyenne de 1451 mm à Biarritz et 515 à Marseille. Les pays d'Afrique sahélienne ne sont pas les seuls concernés par les migrations, bien d'autres pays d'Afrique sub-saharienne le sont également, ainsi que les trois pays du Maghreb. Prenons un des pays du Maghreb : la Tunisie, pays le plus en difficulté parmi les trois. En effet, le Maroc se développe mais avec beaucoup d'inégalités, et l'Algérie qui a également beaucoup d'atouts pour réussir, piétine du fait d'une classe dirigeante prédatrice et qui apprécie de rester au pouvoir. Que peut-on faire ?

PROPOSITIONS : un revenu de base pour des jeunes de 17 à 25/28 ans

AU COURS de la campagne présidentielle, un candidat, Arnaud Montebourg a évoqué un plan Marshall pour l'Afrique. Plutôt qu'un plan Marshall qui s'adresserait aux Etats, ne vaudrait-il pas mieux en faire bénéficier les individus ou tout du moins une partie de la population ?

Plusieurs pays du Sahel ne pourraient-ils pas mettre en place avec la coopération étroite des bailleurs de fonds, des programmes de revenus de base (RB) ?

Des revenus de base pour des jeunes des pays du Sahel les plus pauvres : Niger, Tchad, Mauritanie. Et la Tunisie, pays où les jeunes se désespèrent malgré la Révolution qui a chassé Ben Ali.

Des programmes ont lieu en Afrique, en Namibie par exemple. Programme mis en place dans un village par les églises et les syndicats. Les résultats sont surprenants. Nous devrions nous en inspirer et bien étudier ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Pourquoi ne pas tenter la même solution pour 2 à 3 millions de jeunes de 17 à 25/28 filles et garçons qui recevraient ce RB pendant deux ans avec une interruption d'un année de versement, certains voudraient que le montant soit réduit la seconde année. Il faudrait que les mécanismes administratifs de distributions, sans doute difficiles à mettre en place, soient bien étudiés, pour que les allocations parviennent bien à ceux qui devraient en bénéficier.

L'UE face à l'afflux des réfugiés. L'UE a conclu un accord avec la Turquie pour permettre à des réfugiés, essentiellement syriens, de rester en Turquie, pays frontalier de la Syrie. Coût pour l'Europe 3 milliards d'euros, il va être renouvelé.

Le SMIC dans les pays d'Afrique les plus pauvres tourne autour de 45 euros par mois soit environ 30 000 FCFA (540 euros par an). Cette somme serait versée pendant 2 ans puis d'autres en bénéficieraient à la suite. Si 5 millions de jeunes de 17 à 25/28 (moitié de filles, moitié de garçons) bénéficient de ce RB dans les 4 pays du Sahel le total nécessaire serait de 2,25 Mrds d'euros par an.

On y ajouterait la Tunisie où le SMIC pour 40 heures est de 117€ soit 1404€ par an. Les jeunes de 20 à 29 ans constituent 19,5 % sur une population de 11,6 millions, 30% d'entre eux seraient au chômage (statistiques datant de 7 ans), soit environ 700 000. Le montant du RB pour ces 30% serait au total de moins d'un milliard d'euros. (Est-ce que le « désir d'Europe » serait enrayé chez ceux qui bénéficieraient de cette allocation ?).

Au total la dépense annuelle serait de 3,25 milliards d'euros à répartir entre les 27 (et pourquoi pas la Grande Bretagne, car si elle refusait, Calais serait le port à destination des côtes anglaises). Cette dépense serait répartie en fonction du PIB de chaque pays.

La France dont le PIB représente 13,8% de l'ensemble verserait 449 millions d'euros par an et la Hongrie (1,29% du PIB des 28) 29 millions d'euros. Est-ce coûteux ?

En France d'après la Cour des Comptes la dépense annuelle pour l'hébergement d'urgence atteint 1,44 milliard d'euros en 2016 ! (2)

Les jeunes ne seraient pas livrés à eux-mêmes pendant ces 3 ans. Ils recevraient en plus de leur formation initiale (les uns sont analphabètes, les autres ont une formation secondaire et un certain nombre sont diplômés de l'enseignement supérieur) une formation à l'entrepreneuriat pour qu'un certain nombre d'entre eux puissent non seulement subvenir à leurs besoins mais aussi employer les jeunes de leur âge.

Ces formations existent déjà en France à l'attention des immigrés, par exemple l'association **SIAD** forme régulièrement des immigrés à cette fin.

Ce sujet a été traité dans un article sur le site « pupi » « Eléments de Réflexion sur la migration » signé de Xavier Bilbault qui a été Vice-Président du SIAD. Cet article était un condensé de son livre "Choix militant au fil de la vie" (Harmattan).

En conclusion : va-t-on (peut-on ?) rester les bras croisés ?

François Escoffier et Joseph Chantraine 23 mai 2018:

Mots clefs: contribution, suggestion, proposition, solution (?)

Livret: Accueillir les migrants de Xavier Bilbault L'Harmattan 12€ avec la collaboration de Fr Escoffier et de ses partenaires du site www.pupi.fr

(1) AFRICANISTAN, l'Afrique en crise va-t-elle se retrouver dans nos banlieues ? accompagné d'un bandeau écrit par Erik Orsenna : « un portrait qui fascine et dérange ». FAYARD

(2) ce chiffre comprend le public à la rue et les migrants

COMMENTAIRES DEMANDES par les DEUX SIGNATAIRES à SIX PERSONNES AVANT sa MISE EN LIGNE

Alfa

J'ai bien lu ton article, intéressant, surtout chiffres à l'appui.

D'un point de vue mécanique, les propositions sont louables et en effet pourraient avoir un impact pour freiner les flux, néanmoins, cela ne fait que résoudre une des conséquences et non pas les causes, ce qui fait que les propositions ne soient que transitoires ou un palliatif. Il faut surtout se poser la question de la source ou des sources de ces flux (causes). Les flux sont divers et de divers origines.

L'intervention occidentale (européenne et nord-américaine, illégale d'ailleurs) en Irak, par exemple, depuis 2003, a créé une situation d'instabilité au moyen-orient et converti ce pays en zone de non-droit, qui a permis la formation de l'Etat Islamique connu sous « DAESH », c'est déjà une première source de flux (de réfugiés et de migrants).

La seconde intervention injustifiée et illégale, d'un point de vue strictement de la défense et des intérêts français, en Syrie, en tentant de renverser un régime, certes totalitaire, a provoqué une autre vague de réfugiés et de migrants vers l'Europe.

La troisième intervention illégale (en tous les autres mandats de l'ONU) en Libye a créé des conditions à faciliter une troisième vague ou flux vers l'Italie notamment, entre réfugiés et migrants provenant d'autres pays africains.

Pour faire vite, il existe des causes liées à des conflits armés et aussi à des conditions économiques de certains pays, tout n'est pas noir ou blanc dans ces flux.

Il est très important de faire la distinction entre réfugié (personne menacée ou persécutée par ses idées ou au motif d'un conflit généralisé) ou le migrant (non persécuté, souhaitant légitimement avoir une meilleure qualité de vie digne comme être humain). Distinction importante, car le réfugié est forcé de l'être pour des causes qui lui sont étrangères et dans esprit de sauver sa peau; le migrant se déplace plutôt volontairement, même si poussé par une situation économique défavorable et en général provenant de pays peu démocratique et très inégalitaire socio-économiquement parlant.

Malheureusement, les médias et politiques font l'amalgame entre réfugiés et migrants, se qui porte confusion pour le citoyen.

Quant au revenu de base, oui, certes c'est une solution intéressante mais passagère, elle n'est pas structurelle et a l'inconvénient de convertir les bénéficiaires en personnes dépendantes, c'est une mesure, à mon sens, peu émancipatrice et qui ne responsabilise pas

le citoyen bénéficiaire; en tous les cas, elle pourrait permettre de contre-carrer les flux mais dans un esprit très consumériste pour les bénéficiaires

Quid aussi du financement? Quid de la question du contrôle et du système démocratique dans ces pays?

A mon avis, la question des réfugiés et migrants doit être traitée distinctement, tout en remettant en question la politique étrangère française (voire européenne) dont les citoyens français sont exclus de toute participation, et de la politique de coopération internationale (philosophie d'entraide versus assistanat).

En effet, les petites expériences doivent servir pour s'inspirer et je partage l'avis qu'une formation des réfugiés ou des migrants déjà sur place pour les responsabiliser faciliterait leur intégration, mais cela ne résout pas le problème (causes) sinon une des conséquences.

J'espère avoir contribué à ta réflexion.

Bonne journée,

Laurent BERTHET membre du MFRB : Mouvement Français du Revenu de BASE

Tout ça est très intéressant et l'objet s'inscrit bien dans la mise en place d'un revenu universel et inconditionnel.

Sur le fond, c'est lorsque les Etats mettent en place des politiques publiques destinées aux citoyens que certains mécanismes migratoires peuvent être enrayés.

Je ne comprends pas bien pourquoi limiter à 2 ans avec une interruption d'un an, sachant que les effets se construisent sur plusieurs années :

- je partage le point de vue de Philippe Van Parijs qui soutient que le revenu universel est en fait un vrai capital risque qui incite les personnes à libérer leurs potentiels créatifs et à organiser leurs propres modes de vie puisqu'ils n'ont plus l'épée de Damoclès de l'accès aux besoins d'existence au-dessus d'eux

- donner un réel espoir de futur meilleur à de jeunes gens pleins de projets me paraît assez peu réaliste s'ils savent dès le départ que cela ne durera que 2 ans.

Au global, le revenu universel reste un outil radical au service d'une vision et d'un projet de transformation de la société capitaliste et de consommation.

Dès que tu creuses le sujet (cf. le livre du MFRB Pour un revenu universel), tu vois les questions de justice, d'éducation-formation, de droit à la propriété et de biens communs profondément remises en cause. De même, tu en arrives rapidement à balayer les notions de performance, de croissance, de compétition, de concurrence que tu remplaces par celles d'échange, de partage et de coopération. Et bien sûr, la mise en place d'un revenu universel implique quasi mécaniquement celle d'un revenu maximum plafonné...

Ce qui explique 1/ qu'il y ait une version libérale du RU proche du seuil de pauvreté (qui en réalité n'est pas un vrai revenu universel) et 2/ que les tenants des pouvoirs en place se montrent plutôt d'accord pour les expérimentations puisqu'elles n'ont pas vocation (dans leur esprit) à être pérennisées et qu'elles vont prendre en réalité des années à se mettre en place, autant de temps de gagné pour eux.

Xavier BILBAULT

J'ai lu avec attention et intérêt votre projet d'article. Rassure-toi, François, j'ai également lu Michailof dont j'apprécie beaucoup les analyses. Son livre est une synthèse que je n'avais jamais rencontré...Trêve de compliments, voici mes quelques remarques :

Concernant l'introduction et le premier paragraphe : **la situation en Afrique**, je suis assez d'accord ; j'aurais peut-être développé un peu la position française qui joue les paradoxes, car certains migrants sont bien accueillis, malgré la démagogie ambiante, si beaucoup sont laissés pour compte ou renvoyés dans leur pays d'origine par l'Etat français. Et aucune politique d'ensemble pour une intégration réussie ne semble se dégager des positions actuelles du gouvernement même dans le cadre d'une politique « quantitative ».

Concernant le second paragraphe et les suivants, je ne suis pas trop d'accord. Les associations françaises ont distribué des fonds dans les villages africains depuis plus de vingt ans en pure perte car, dans la plupart des cas, la contribution personnelle - et la formation - des destinataires de ces dons n'a pas été sollicitée ou proposée. Assurer une distribution de

fonds automatiques me paraît aller à l'encontre de quelques considérations qui me paraissent essentielles.

- L'apport financier n'est source de développement et de progrès que s'il accompagne une démarche personnelle et collective des habitants d'un village ou d'un territoire. La démarche initiale est de susciter des initiatives de progrès, quelles qu'elles soient. Et si les français sont si généreux, qu'ils laissent le portefeuille à la maison, provisoirement, et aillent se retrousser les manches au côté des villageois et chercher avec eux les mini entreprises ou activités ou maraîchage, ou services qui permettraient de se faire de l'argent et de vivre mieux. Certains africains de ma connaissance disent qu'il faut remettre les gens au travail qui, trop souvent attendent que la manne tombe du ciel.
- La priorité des priorités est que les africains eux-mêmes se mettent au travail, notamment ceux qui vivent en Europe, car ils ont généralement la formation et les moyens de mobiliser des correspondants en Afrique. Le SIAD a bien réussi dans ce domaine mais à une échelle beaucoup trop petite faute de moyens suffisants.
- Il reste que tout passe par l'éducation et la formation. Repenser l'éducation serait bien utile dans beaucoup de circonstances car l'Afrique n'a guère été capable de lancer à grande échelle des formations professionnelles qui permettraient de disposer de techniciens dans les domaines les plus utiles selon les régions. L'école elle-même devrait être orientée dans le sens d'une formation à l'initiative, à la création d'activité et à la création d'entreprise. L'aide à l'éducation est probablement un type de dépense prioritaire sous des formes variées pouvant aller jusqu'à l'attribution de bourse pour les familles les plus démunies, la contrepartie étant la qualité du travail accompli... Contrairement à l'Allemagne, la France a peu développé ses filières professionnelles si ce n'est longtemps après le bac et insuffisamment comme le prouve le nombre de laissés pour compte en matière de formation. **S'il faut dépenser de l'argent, c'est également dans ce domaine.** Nous avons une ou deux expériences dans cette direction, en Afrique : autour d'une personne bien formée en électricité, menuiserie ou autre on peut lancer des formations de groupes qui pourront essaimer dans les villages.
- En quatrième lieu, les nouvelles technologies ouvrent des perspectives nouvelles et très productives ; l'on connaît cette entreprise au Kenya, je crois, qui a créé des logiciels de cours pour les jeunes écoliers qui sont utilisés par eux grâce à leurs portables. Cette initiative a suppléé les insuffisances de l'enseignement au quotidien et facilité la préparation d'examens comme le bac. Internet est également un outil de commercialisation bien utile pour vendre toute sorte de produits. Ici encore une aide financière peut aider de telles initiatives mais seulement si elles existent... Je connais plusieurs africain -e-s qui sont compétents dans ce domaine des nouvelles technologies et il existe de petits réseaux qui sont vraiment créatifs. Ils pourraient être à la base de pépinières de start up en Afrique.

Excusez-moi, je ne suis pas sûr de vous aider beaucoup avec ces remarques...

En ce qui concerne mon livre : « **Choix militants au fil de la vie** » **préfacé par Jacques Moreau** et édité par l'Harmattan. Voir le chapitre 8 : Eléments de réflexion sur la migration Avec l'Harmattan, nous avons fait une vidéo de présentation avec les références suivantes :

https://www.youtube.com/results?search_query=L%27Harmattan+Choix+militants+au+fil+de+la+vie

Si vous souhaitez vous procurer le livre, l'adresse, où l'on peut voir également la vidéo, est la suivante

<http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=52962>

Patrick FARBIANZ

ça marche pas comme ça malheureusement . Les engagements en terme d'APD n'ont jamais été respectés ni celles sur le climat . L'argent arrive quand les banques occidentales sont en danger. Le reste du monde peut crever. Le problème ce ne sont pas les bonnes solutions, il y en a plein, le problème c'est le mode de production, de consommation t d'échanges qui va droit dans le mur en klaxonnant. des plans comme les vôtres, il y en a plein dans les cartons de l'OCDE, de la banque Mondiale, du PNUD ou de l'ONU. Malheureusement

Suzanne

Ca revient à dire : on vous paie, restez chez vous. C'est du néo-colonialisme. C'est innéficace.

Théodore

Plutôt qu'un SMIC distribué sans condition, ne serait-il pas plus efficace globalement, d'allouer des prêts à taux très faible (par exemple 0,02%) à des aides à des auto-entrepreneurs ou à des micro PME.

Commentaires recueillis à partir du 5 juin

Michel Escoffier

c'est une bonne piste de réorienter les crédits publics vers un meilleur emploi pour atteindre leur but; maintenant il faut définir des pistes d'action pour mettre en oeuvre cette réorientation, en faisant attention qu'elle ne soit pas le prétexte à diminuer encore les crédits actuels

Michel Escoffier

Avis du 19 juin d'un ami sahelien du Burkina sur la proposition

voire proposition et sans revenir sur les analyses faites il faut noter la pertinence de votre proposition.

En effet, cette proposition sous sa forme correspond un peu à ce qui se fait au Burkina sauf que dans le cas d'ici, les jeunes et femmes concernés en contrepartie de ce qu'on leur donne offrent des services d'intérêt public (nettoyage de lieux, voiries etc). Cependant cela reste limité car saisonnier.

En fait, si évidemment, l'octroi de SMC s'accompagne d'une formation de métier et d'accompagnement à l'installation, l'idée trouvera bien là son vrai sens. Autrement, il n'aurait d'effet de calmant de la crise. Comme souligné dans l'article, un des phénomènes de la crise reste la pression démographique africaine. Avec un autre aspect le pillage des ressources africaines par les multi nationaux et leurs valets locaux qui sont les dirigeants à la solde de leurs homologues européens. Cela risque d'aggraver la crise dans les années avenir.

La distribution d'argent aux jeunes "effet positif et négatif"

Côté positif quelques exemples:

Calme la situation de crise main ne la guérit pas ;

Quelques-uns pourront s'insérer dans de corps de métiers ;

Au point négatif

Risque de créer une situation de dépendance chez certains bénéficiaires

Risque d'encourager la déresponsabilité des gouvernants

Au-delà de la distribution et formation en entrepreneuriat, il faudra aussi imaginer des propositions sur :

D'autres formes de coopération qui obligent les multi nationaux à supporter le coût de la crise.

La destruction économique des paysans africains par l'envahissement des produits d'agriculture subventionnés. Autrement dit les jeunes formés et installés ne sont pas en mesure de concurrencer avec les produits (poulets, lait, pomme de terre) etc qui nous envahissent et sapent tous les efforts et mécanismes mise en place pour l'insertion des jeunes.

L'accapement des secteurs de production par les multi nationaux et autres

Travailler à la transformation de matière première sur place.

Ci-dessous une réponse de Xavier Bilbaut qu'il nous envoyé par mail

L'article proposé s'inscrit dans le cadre d'une réflexion difficile sur la réorientation possible de l'accueil des migrants en Europe et les conditions dans lesquelles des revenus même modestes permettraient à de jeunes africains d'amorcer une activité professionnelle dans le pays où ils sont nés grâce à la mise en place d'un revenu de base à leur intention.

Je souscris sans réserve à une idée exprimée dans l'article selon laquelle tout migrant, quelque soit son origine, est susceptible d'apporter suffisamment de créativité pour changer sa vie. Que ce soit dans son environnement proche, ou dans son pays d'origine avec ou sans relai. Il y faut un coup de pouce qui va de la rencontre et du dialogue, à la formation et à une réflexion de groupe ou à un coup de pouce financier. L'article portant sur un camp de réfugié au Kenya et rapportant la manière dont les réfugiés créent leurs activités et leurs entreprises et tentent de faire vivre leur communauté sans tout attendre des Nations Unies est très révélateur à cet égard. La distribution de bons d'achat a permis de lancer ce cercle vertueux « consommation production » - Le coup de pouce -.

Sous-jacent à l'article est le problème de l'accueil des migrants. Au lieu de les accueillir à coup de jours de prison et de les rejeter en grande majorité et parfois avec violence vers tout lieu autre que le territoire européen, l'Europe serait bien inspirée de les accueillir correctement et de voir avec eux comment construire leur avenir, y compris dans le cadre d'un retour au pays. Comme le rappelle l'article, cette démarche impliquerait la mise en place de formations adaptées aussi bien dans les domaines techniques que de la gestion, par exemple. Cette formation pourrait trouver place concurremment en Afrique et en Europe.

Une ultime remarque. L'idée du revenu de base peut être une bonne idée, si l'on en juge par l'expérience de la Namibie, mais la généralisation immédiate d'un tel processus

m'apparaît un peu utopique. Ne pourrait-on plutôt choisir, avec des migrants et des ONG intéressées, les lieux en Afrique où une telle démarche de lancement de l'entreprenariat pourrait être tentée. Une sorte de comité de coordination pourrait suivre ces expériences...

Xavier Bilbault

Le 07-09-2018 à 16:40:22

Francois ESCOFFIR

Ci-après une première réponse de Dominique SOMMIER

Bonjour François,

J'ai lu tes propositions de RB pour des jeunes africains ; il est bon d'avoir chiffré le coût pour l'UE et la France qui n'est pas énorme .

Mais je me dis : quid au bout des 2-3 ans de versement : la situation des jeunes aura-t-elle changé ? ils auront passé 2-3 années correctes ; ils auront pu dépenser un peu d'argent , au profit des produits importés ? et retrouveront la galère avec amertume ; et qui les formera et qui paiera les salaires des formateurs et la formation reçue débouchera sur quoi ?

Voici qq interrogations

Dominique

Le 25-09-2018 à 17:22:51

François ESCOFFIER

Réponse à Dominique SOMMIER

Dominique tu as raison , le coût de la formation est important. S'il y a 15 jeunes par groupe la facture serait la suivante.

Si le nombre de jeunes formés hors Tunisie s'élève à 2,5 millions il faudra 166 667 animateurs pour un coût de 256 millions d'euros. Le salaire des formateurs retenu équivaut à celui des instituteurs.

Pour la Tunisie , le salaire des formateurs serait plus élevé, pour être conforme aux standards locaux. Ils seraient payés 1600 dinars soit 503 euros. Il faudrait plus de 46 000 formateurs qui pourraient être pris parmi les étudiants diplômés au chômage. Le coût serait de 282 millions d'euros pour 700 000 jeunes formés..

Donc une note au total proche de 540 millions d'euros.

A ce cout il faudra ajouter le cout du suivi/controle composé pour moitié d'européens et d'africains. Le coût de la formation pourrait être réduit si le nombre de jeunes par groupe est multiplié par deux. Mais pour les suivre en dehors des cours c'est peut-être trop lourd.

Pour ce qui est de l'efficacité de ce revenu de base temporaire je te renvoie aux différentes copies des articles de presse qui suivent la proposition...

François

Le 13-12-2018